

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE
ÉTATS FINANCIERS
31 mars 2026

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2026, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2026, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des   tats financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les   tats financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des   tats financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les   tats financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acqu  rons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des   v  nements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les   tats financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des   v  nements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;



- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Bureau Bape inc. ¹

Vaudreuil-Dorion, le 15 juin 2026

¹ Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A134628

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2026

5

	2026	2025
PRODUITS		
Subventions et projets (note 3)	1 769 452 \$	1 980 921 \$
Recouvrement de dépenses	377 909	227 714
Intérêts	30 293	61 626
Autres	25 050	-
	2 202 704	2 270 261
CHARGES		
Salaires et charges sociales	1 744 994	1 662 254
Loyer	173 497	177 839
Informatique	56 833	54 003
Programmes et activités	51 263	79 374
Honoraires professionnels	44 484	53 823
Télécommunications	34 552	32 740
Frais de déplacement et de représentation	29 662	29 260
Abonnements et cotisations	10 161	13 425
Publicité	9 434	17 028
Fournitures de bureau et papeterie	7 084	5 232
Aménagement des locaux	6 445	677
Formation et colloque	5 258	17 450
Assurances	4 611	4 573
Frais bancaires	2 902	3 375
Entretien et réparations	2 616	2 799
Location d'équipement	2 233	2 233
Créances douteuses	-	6 466
Amortissement des immobilisations corporelles	15 076	20 271
	2 201 105	2 182 822
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	1 599 \$	87 439 \$

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
Exercice terminé le 31 mars 2026

6

	Grevé d'affectations internes (note 13)	Investi en immobilisations	Non affecté	2026 Total	2025 Total
SOLDE AU DÉBUT	279 070 \$	78 523 \$	730 111 \$	1 087 704 \$	1 000 265 \$
Excédent des produits sur les charges	(70 610)	(13 995)	86 204	1 599	87 439
Affectations internes (note 13)	162 252	-	(162 252)	-	-
SOLDE À LA FIN	370 712 \$	64 528 \$	654 063 \$	1 089 303 \$	1 087 704 \$

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

BILAN

31 mars 2026

7

	2026	2025
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	32 328 \$	240 891 \$
Placements bancaires	793 564	891 425
Dépôt à terme	250 000	-
Débiteurs (note 4)	381 496	423 980
Subventions à recevoir (note 5)	1 037 709	143 885
Frais payés d'avance	13 521	20 436
	2 508 618	1 720 617
SUBVENTIONS À RECEVOIR (note 5)	211 000	-
DÉPÔT À TERME, 4,40 %	-	250 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	69 438	84 514
DÉPÔT	24 847	24 847
	2 813 903 \$	2 079 978 \$
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs (note 8)	347 194 \$	514 103 \$
Apports reportés (note 9)	1 161 496	472 180
	1 508 690	986 283
APPORTS REPORTÉS (note 9)	211 000	-
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 10)	4 910	5 991
	1 724 600	992 274
ACTIF NET		
GREVÉ D'AFFECTATIONS INTERNES (note 13)	370 712	279 070
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	64 528	78 523
NON AFFECTÉ	654 063	730 111
	1 089 303	1 087 704
	2 813 903 \$	2 079 978 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Marc Galluccio

, administrateur



Victoria Abidi

, administrateur



CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2026

8

	2026	2025
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	1 599 \$	87 439 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	15 076	20 271
Amortissement des apports reportés	(1 081)	(2 166)
	15 594	105 544
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement (note 11)	(322 018)	(3 755)
	(306 424)	101 789
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'un dépôt à terme	-	(250 000)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(306 424)	(148 211)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 132 316	1 280 527
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	825 892 \$	1 132 316 \$
CONSTITUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	32 328 \$	240 891 \$
Placements bancaires	793 564	891 425
	825 892 \$	1 132 316 \$

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) et est un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. Son objectif est d'offrir un éventail de services en matière d'intégration socio-économique destinés aux jeunes adultes.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus d'intérêts, les autres revenus et les recouvrements de dépenses sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, les placements bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Instruments financiers (suite)***Évaluation ultérieure*

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements bancaires, du dépôt à terme, des débiteurs et des subventions à recevoir.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes, le taux et les périodes indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux et périodes
Mobilier et équipement	Dégressif	20 %
Équipement informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	10 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2026

11

3. SUBVENTIONS ET PROJETS

	2026	2025
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales - Soutien à la mission globale et réussite éducative	634 774 \$	634 774 \$
Emploi-Québec - Service d'aide à l'emploi	444 636	548 532
Secrétariat à la jeunesse - Créneau carrefour jeunesse	194 000	198 847
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Partenaires écoles	136 900	50 700
Emploi-Québec - Jeunes en mouvement vers l'emploi - Ouvre tes Horizons	96 519	136 085
Mouvement des caisses Desjardins / Mes finances, mes choix	75 238	32 693
Emploi- Québec et CEA Jeanne-Sauvé - Mesure de formation	47 738	54 943
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal - Aire Ouverte	29 755	98 556
Commission scolaire Lester-B.-Pearson - Persévérance scolaire - Bounce Back	25 290	84 634
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Persévérance scolaire - École l'Altitude	24 000	-
Direction régionale de la santé publique - Milieux de vie favorables	18 693	18 461
Autres projets divers	14 943	673
Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec - Mes droits, mes responsabilités	8 135	-
Fondation RBC et autres partenaires - Incubateur 2.0	7 614	4 150
Emploi et Développement social Canada - Emplois d'été Canada	5 213	10 201
Cégep John Abbott - Employabilité	4 923	6 058
Ministère de l'Enseignement Supérieur - Plan de rattrapage	-	48 747
SPHÈRE - Viser sa réussite	-	46 766
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Partenaires 16-24	-	5 000
Emploi-Québec - Planification stratégique	-	(1 065)
Amortissement des apports reportés	1 081	2 166
	1 769 452 \$	1 980 921 \$

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2026

12

4. DÉBITEURS

	2026	2025
Clients	250 \$	771 \$
Taxes à la consommation	25 689	13 294
Avances à un organisme sans but lucratif, 2,80 %	253 030	254 089
Avances à un organisme sans but lucratif, sans intérêt	99 544	152 364
Autres	2 983	3 462
	381 496 \$	423 980 \$

5. SUBVENTIONS À RECEVOIR

Les subventions à recevoir comprennent des montants liés à des ententes annuelles et pluriannuelles pour lesquelles l'organisme s'attend raisonnablement à recevoir les fonds conformément aux modalités des ententes. Le solde à la fin de l'exercice est composé de :

	2026	2025
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales - Soutien à la mission globale et réussite éducative	634 774 \$	- \$
Secrétariat à la jeunesse - Créneau carrefour jeunesse	414 204	36 220
Emploi-Québec - Service d'aide à l'emploi	101 287	101 278
Emploi-Québec - Jeunes en mouvement vers l'emploi - Ouvre tes horizons	58 983	50
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Persévérance scolaire - École l'Altitude	24 000	3 729
Emploi Québec - Mesure de formation	8 891	108
Autres projets divers	1 967	-
Cégep John Abbott - Employabilité	4 603	-
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Partenaires 16-24	-	2 500
	1 248 709	143 885
Subventions réalisables au cours du prochain exercice	1 037 709	143 885
	211 000 \$	- \$

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2026	2025
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier et équipement	55 940 \$	42 048 \$	13 892 \$	17 364 \$
Équipement informatique	53 071	52 028	1 043	2 907
Améliorations locatives	97 395	42 892	54 503	64 243
	206 406 \$	136 968 \$	69 438 \$	84 514 \$

7. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 90 000 \$ au taux préférentiel bancaire plus 5 %.

8. CRÉDITEURS

	2026	2025
Fournisseurs et frais courus	96 715 \$	137 238 \$
Salaires et vacances	204 318	222 654
Avances d'un organisme sans but lucratif, sans intérêt	46 161	154 211
	347 194 \$	514 103 \$

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2026

14

9. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir les charges pour des projets de l'exercice subséquent.

	2026	2025
Solde au début	472 180 \$	799 360 \$
Montants reçus au cours de l'exercice	2 668 687	1 651 575
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	(1 768 371)	(1 978 755)
Solde à la fin	1 372 496 \$	472 180 \$

Le solde à la fin de l'exercice est composé de :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales - Soutien à la mission globale et réussite éducative	634 774 \$	- \$
Secrétariat à la jeunesse - Créneau carrefour jeunesse	413 500	-
Mouvement des caisses Desjardins - Mes finances, mes choix	106 417	109 369
Emploi-Québec - Service d'aide à l'emploi	101 287	140 776
Emploi-Québec - Jeunes en mouvement vers l'emploi - Ouvre tes horizons	58 958	-
Fondation RBC et autres partenaires - Incubateur 2.0	29 403	22 517
Emploi-Québec et CEA Jeanne-Sauvé - Mesure de formation	10 468	1 307
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys - Partenaires écoles	9 000	145 900
Direction régionale de la santé publique - Milieux de vie favorables	8 333	7 026
Autres projets divers	356	24 551
Commission scolaire Lester-B.-Pearson - Persévérance scolaire - Bounce Back	-	20 734
	1 372 496	472 180
Apports reportés à court terme	1 161 496	472 180
	211 000 \$	- \$

10. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés représentent des subventions reçues d'Emploi Québec, destinées à financer des immobilisations corporelles. Ces subventions sont amorties à titre de produits au même rythme que les immobilisations correspondantes.

	2026	2025
Solde du début	5 991 \$	8 157 \$
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	1 081	2 166
Solde à la fin	4 910 \$	5 991 \$

11. VARIATION NETTE D'ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS AU FONCTIONNEMENT

	2026	2025
Débiteurs	42 484 \$	57 825 \$
Subventions à recevoir	(1 104 824)	243 757
Frais payés d'avance	6 915	(11 159)
Créditeurs	(166 909)	33 002
Apports reportés	900 316	(327 180)
	(322 018) \$	(3 755) \$

12. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme est lié par un bail à long terme échéant en août 2031, représentant un engagement minimum futur de 859 787 \$, comprenant les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

2027	162 136 \$
2028	157 959 \$
2029	157 959 \$
2030	157 959 \$
2031	157 959 \$

De plus, l'organisme est lié par un contrat de service de télécommunications échéant en août 2026, représentant un engagement minimum futur de 7 891 \$ pour le prochain exercice.

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2026

16

13. AFFECTATIONS INTERNES

	Solde au début des engagements	Affectations	Utilisation de l'exercice	Solde résiduel des engagements
Projets spéciaux à caractère entrepreneurial	25 639 \$	- \$	- \$	25 639 \$
Formation	15 000	-	2 049	12 951
Projets spéciaux	80 000	-	-	80 000
Améliorations locatives	-	50 000	-	50 000
Système informatique	51 989	45 000	51 989	45 000
Journée d'orientation - formation 22-23	8 087	-	-	8 087
Symposium	2 081	-	-	2 081
Ameublement	3 954	-	-	3 954
Réserve - Publicité - image corporative	-	15 000	-	15 000
Réserve - Frais usager et bénévolat	7 950	-	7 950	-
Déménagement	39 120	(32 998)	6 122	-
Lettre de crédit - Espaces locatifs	12 750	(12 750)	-	-
Fonds de prévoyance	30 000	-	-	30 000
Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire	2 500	3 000	2 500	3 000
30e anniversaire	-	40 000	-	40 000
Salon de l'emploi Plus	-	10 000	-	10 000
Projet Aire ouverte	-	45 000	-	45 000
	279 070 \$	162 252 \$	70 610 \$	370 712 \$

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risques et concentrations**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'un organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les débiteurs et les subventions à recevoir. Les subventions à recevoir étant gouvernementales, le risque est très minime. L'organisme évalue de façon continue les débiteurs sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux variables assujettissent l'organisme à des fluctuations des flux de trésorerie futurs connexes.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2025 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2026.

Renseignements complémentaires

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE

Utilisation du soutien financier en soutien à la mission globale et pour chaque volet visant à soutenir la réalisation des activités spécifiques

RÉSULTATS

Pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026

	Soutien à la mission globale	Activités spécifiques Réussite éducative	Total
PRODUITS			
Subvention SACAIS	495 992 \$	138 782 \$	634 774 \$
CHARGES			
Salaires et charges sociales	394 680	110 434	505 114
Loyer	54 661	15 295	69 956
Honoraires professionnels	15 197	4 252	19 449
Télécommunications	12 530	3 506	16 036
Frais de déplacement et de représentation	7 662	2 144	9 806
Abonnements et cotisations	3 064	857	3 921
Fournitures de bureau et papeterie	2 742	768	3 510
Publicité	2 694	754	3 448
Assurances	1 505	421	1 926
Frais bancaires	898	251	1 149
Programmes et activités	359	100	459
	495 992	138 782	634 774
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	- \$	- \$	- \$

Les dépenses, présentées dans l'annexe SACAIS, sont incluses dans les charges de fonctionnement présentées à l'état des résultats.